



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Mission permanente du Grand-Duché de Luxembourg  
auprès de l'Office des Nations Unies  
et des organisations internationales à Genève

Evènement intergouvernemental  
au niveau ministériel  
à l'occasion de la commémoration de la  
Convention de 1951 relative au statut des  
réfugiés et de la Convention de 1961 sur la  
réduction des cas d'apatridie

Discours de  
Monsieur Nicolas SCHMIT

Ministre du Travail, de l'Emploi et de  
l'Immigration  
du Grand-Duché de Luxembourg

Genève, le 7 décembre 2011

*Monsieur le Président,  
Monsieur le Haut Commissaire,  
Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,  
Mesdames, Messieurs,*

Dans le cadre du 60<sup>ième</sup> anniversaire de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, ainsi que du cinquantenaire de la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie, j'ai l'honneur de vous adresser au nom du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg les plus vives félicitations.

J'ai l'honneur d'annoncer aujourd'hui que le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg s'engage à adhérer à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie. Les procédures d'adhésion sont en train d'être entamées au niveau national.

Je voudrais tout particulièrement exprimer à Monsieur Guterres, Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, ma reconnaissance pour son engagement infatigable ainsi que toute ma confiance et tous mes vœux de réussite dans l'exercice de ses hautes fonctions.

Depuis 60 ans, notre Organisation donne un sens particulier à l'idée millénaire de droit d'asile. Elle a sauvé des millions de vies en offrant un secours aux personnes touchées par des conflits armés ou persécutées en raison de leur race, religion, nationalité, de leur appartenance à un certain groupe social ou bien en raison de leurs opinions politiques.

En dirigeant l'action internationale visant à protéger les personnes les plus vulnérables, en réinstallant des réfugiés dans des pays tiers et en aidant les apatrides, l'UNHCR a démontré que toutes les valeurs que l'Organisation s'est données voici 60 ou 50 ans gardent leur actualité et ce à une échelle inimaginable à l'heure de sa création. Le mandat du HCR est plus pertinent et adapté aujourd'hui qu'il ne l'a sans doute jamais été ces soixante dernières années.

L'année 2011 marque le temps fort d'une année commémorative-clé et ces anniversaires donnent un nouvel élan aux deux Conventions. Il convient d'étudier les moyens de renforcer leur mise en œuvre, notamment en assurant une coopération plus étroite entre les Etats parties et le HCR, afin de faciliter la tâche de supervision du HCR concernant l'application de ces instruments.

Monsieur le Président,

Même si l'objectif préféré du HCR est le rapatriement librement consenti de chaque réfugié, dans certains cas hélas, la seule solution durable pour une personne est souvent de se réinstaller dans un pays tiers, afin de lui permettre de vivre dans la sécurité et la dignité. Ainsi, l'UNHCR a durant plus de cinquante ans aidé des dizaines de millions de

personnes à recommencer une vie nouvelle ailleurs. Le régime des réfugiés doit être basé sur la solidarité internationale partageant la charge et les responsabilités.

Le Luxembourg a en 2009, accueilli des réfugiés irakiens en provenance de camps de réfugiés de la Syrie et de la Jordanie. En 2010, en réinstallant des réfugiés de Malte, le Luxembourg a démontré son esprit de solidarité avec d'autres Etats membres de l'Union européenne.

Mon pays reconnaît que la réinstallation est non seulement une solution durable, mais il s'agit souvent de la seule façon de garantir efficacement la protection physique et légale des réfugiés. De plus, via la réinstallation, le fardeau de l'asile peut être partagé plus équitablement.

Nous traversons une période de grandes turbulences. Une période certes lourde de difficultés, mais aussi riche de possibilités pour le progrès de l'humanité. Il nous faut répondre aux attentes de tous ceux qui, à travers le monde, sont en quête de paix, de sécurité et de dignité.

Ceci est encore plus vrai en ce qui concerne les mineurs non-accompagnés. Ces enfants, se trouvant en dehors de leur pays d'origine, séparés de leurs proches méritent toute notre attention. Mon pays a depuis toujours veillé à l'intérêt supérieur de l'enfant. Le Luxembourg préconise le non-refoulement des enfants vers leur pays d'origine, respectivement prend garde à ce que ces enfants ne soient pas placés dans une structure fermée, mais confiés à un tuteur légal ou à des institutions ad hoc, afin de trouver une solution adaptée à leur âge et à leur situation. Je le dis clairement, aucun mineur, aucun enfant n'a sa place en rétention, c'est un principe que nos sociétés attachées aux droits de l'enfant devraient respecter.

C'est à juste titre que le Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés a récemment souligné que non seulement les crises de déplacement majeures depuis par exemple la Somalie illustrent les problèmes de réfugiés du 21<sup>e</sup> siècle, mais il faut également mettre en exergue le phénomène de l'apatridie qui requiert une attention particulière.

Je vous remercie de votre attention.